

Climat social tendu aux AGF



Les organisations syndicales réagissent vivement aux mesures que leur a présentées leur direction hier.

Elles appellent à un débrayage mercredi 21 mai, à l'heure où se tiendra l'assemblée générale des actionnaires d'Allianz à Munich.

C'est hier que la direction du groupe AGF présentait aux membres du Comité d'entreprise commun (CEC), les conséquences en termes d'emplois de son « projet de plan d'adaptation » (procédure « Livre III » du Code du travail).

Ce projet comporte le calendrier prévisionnel de mise en œuvre ainsi que toutes les mesures sociales (pré-retraites, reclassements, indemnités de formation, de déménagement, etc.), destinées à accompagner ces conséquences comprises dans un Plan de sauvegarde de l'emploi (lire L'Argus du 22 février 2008).

Le calendrier prévisionnel table sur un processus très rapide, puisque la direction a prévu un avis et une adoption définitive du PSE pour le 25 juin prochain. Or, les organisations syndicales ne l'entendent pas de cette oreille.

Sans contester la très mauvaise position des AGF sur certains marchés de l'assurance (notamment auto) et l'urgence de trouver une solution, elles dénoncent un projet inacceptable en l'état et qu'elles combattront.

De fait, un appel à un débrayage d'une heure le 21 mai prochain (entre 11h et 12h) a été lancé par la CFDT et CFE-CGC (représentant près de 80% des suffrages aux dernières élections du personnel), rejoints par le Sdem (Syndicat démocratique des employés mécontents) et la CFTC.

Il s'agit d'une première étape, avertissent les syndicats, qui envisagent des actions plus fortes ultérieurement.

La prochaine réunion avec la direction, qui verra la présentation du rapport de l'expert, est prévue le 4 juin.